

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1992.

Art. 5. Le Ministre communautaire des Travaux publics et des Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 octobre 1991.

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire des Travaux publics et des Communications,
J. SAUWENS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 91 — 3377

19 MARS 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, modifié le 29 juin 1990

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 14 mai 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, modifié le 29 juin 1990;

Vu l'avis de la Commission d'agrément prévue par l'article 3 du décret du 14 mai 1987 précité, donné le 1^{er} février 1991;

Vu l'avis de l'organe de concertation en matière de protection de la jeunesse prévu par l'article 56 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 précité, donné le 15 janvier 1991;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 27 février 1991;

Vu l'accord du Président de l'Exécutif de la Communauté française chargé du Budget, donné le 4 mars 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 9 août 1980, du 16 juin 1989 et du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de réaliser sans retard l'application de l'accord concernant une partie du cahier de revendication des travailleurs du secteur de la protection de la jeunesse;

Sur proposition du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu la délibération de l'Exécutif du 4 mars 1991,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, la définition du terme « bénéficiaire » est remplacée par la suivante :

« jeune pour lequel les mesures visées à l'article 2 tendent à assurer la protection, à l'exclusion toutefois des jeunes placés dans des institutions agréées par le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés lorsque ces institutions sont agréées par les services de l'Exécutif de la Communauté française ».

Art. 2. L'article 2, § 1^{er} du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. L'agrément de toute personne physique ou morale et de tout service assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse en application des articles 2, alinéa 2, 31, alinéa 2, 34, alinéa 1^{er}, 37, alinéa 2, 2^o et 3^o et 37 bis § 1^{er} et 2 de la loi, de l'article 53 de la loi du 19 janvier 1990 abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité civile et de l'article 1^{er} du décret du 14 mai 1990 relatif au maintien, après l'âge de dix-huit ans, de certaines mesures de protection de la jeunesse, est subordonné au respect des dispositions du Titre II du présent arrêté ».

Art. 3. Un article 14 bis libellé comme suit est ajouté au même arrêté :

« Article 14 bis. Les services ont l'obligation de communiquer les renseignements demandés par le service d'information et d'orientation de l'administration chargée par le Ministre de l'application du présent arrêté.

Les services résidentiels ont l'obligation d'informer immédiatement ledit service lorsque la capacité maximale subventionnée est atteinte et lorsqu'une place devient disponible. »

Art. 4. § 1^{er}. Pour l'année 1991, les dispositions de l'article 40 du même arrêté sont remplacées par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. La capacité subventionnée des services résidentiels mentionnés à l'annexe 4 (A 1^o; A 4^o; A 5^o) du présent arrêté est égale à 90 % de la capacité agréée lorsque, au cours de la période de référence dont question à l'article précédent, le taux d'occupation du service résidentiel est égal ou supérieur :

a) à septante centièmes de la capacité agréée pour les maisons familiales et les services d'une capacité de moins de quinze;

b) à quatre-vingt centièmes de la capacité agréée pour les services organisant des maisons familiales et pour les services à partir d'une capacité de quinze;

c) à quatre-vingt cinq centièmes de la capacité agréée pour les autres services à partir d'une capacité de soixante.

Si le chiffre de la capacité ainsi réduite comporte des décimales, il n'est pas arrondi.

§ 2. Dans les autres cas, la capacité subventionnée est égale à 90 % de l'occupation moyenne de la période de référence augmentée de dix centièmes. Le nombre ainsi obtenu est, s'il échet, arrondi à l'unité supérieure.

§ 3. Lorsque, pendant deux années consécutives, la capacité subventionnée est égale à 90 % de l'occupation moyenne de la période de référence majorée de dix centièmes — qu'il y ait ou non adaptation accordée ensuite sur base de l'article 47, § 1er, 1^o du présent arrêté — le Ministre peut, après avoir pris l'avis de la commission d'agrément, fixer une nouvelle capacité agréée. »

§ 2. A partir de 1992, les dispositions de l'article 40 du même arrêté sont remplacées par les dispositions suivantes :

« § 1er. La capacité subventionnée des services résidentiels mentionnés à l'annexe 4 (A 1^o; A 4^o; A 5^o) du présent arrêté est égale à 90 % de la capacité agréée lorsque, au cours de la période de référence dont question à l'article précédent, le taux d'occupation est égal ou supérieur :

a) à soixante-trois centièmes de la capacité agréée pour les maisons familiales et les services d'une capacité de moins de quinze;

b) à septante-deux centièmes de la capacité agréée pour les services organisant des maisons familiales et pour les services à partir d'une capacité de quinze;

c) à septante-six centièmes de la capacité agréée pour les autres services à partir d'une capacité de soixante.

Si le chiffre de la capacité ainsi réduite comporte des décimales, il n'est pas arrondi.

§ 2. Dans les autres cas, la capacité subventionnée est égale à 90 % de l'occupation moyenne de la période de référence augmentée de dix centièmes. Le nombre ainsi obtenu est, s'il échet, arrondi à l'unité supérieure.

§ 3. Lorsque, pendant deux années consécutives, la capacité subventionnée est égale à 90 % de l'occupation moyenne de la période de référence majorée de dix centièmes — qu'il y ait ou non adaptation accordée ensuite sur base de l'article 47, § 1er, 1^o du présent arrêté — le Ministre peut, après avoir pris l'avis de la commission d'agrément, fixer une nouvelle capacité agréée. »

Art. 5. Un article 40bis libellé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Article 40bis. Après avoir pris l'avis de l'organe de concertation prévu à l'article 56 du présent arrêté, le Ministre peut annuler partiellement ou totalement la réduction de capacité précitée ou ses effets, dans les cas où il est démontré que la situation financière du service serait gravement mise en péril, ou lorsque le nombre de lits subventionnés deviendrait insuffisant par rapport aux besoins dans la zone où est situé le service. »

Art. 6. Un article 40ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 40ter. Les conventions conclues sur la base de l'article 61 du présent arrêté restent d'application sur les mêmes bases qu'avant le 1er janvier 1991. »

Art. 7. Un article 60bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 60bis, § 1er. 1^o. Lorsqu'en application de l'article 37bis, § 1er de la loi, le tribunal de la jeunesse prolonge une mesure de protection, une subvention est octroyée pour la prise en charge du jeune majeur.

Pour les services résidentiels, le montant de la subvention est égal à la partie fixe de la subvention visée aux articles 39 et 40 du présent arrêté.

Pour les particuliers, lorsque la différence entre le montant des ressources financières du jeune et le montant de la subvention journalière visé à l'article 53 du présent arrêté ne peut être comblée par d'autres moyens, le montant de la subvention est égal à la différence entre le montant du minimex au taux cohabitant et le montant de ladite subvention journalière.

Pour les services de placement familial et les services non résidentiels, la subvention consiste à prendre en compte le jeune majeur dans le nombre de prises en charge réalisées pendant la période de référence comme visé aux articles 41 et 42, §§ 1er, 2 et 3 du présent arrêté.

2^o Lorsqu'en application de l'article 37bis § 2 de la loi, le tribunal de la jeunesse prolonge une mesure de protection, une subvention est octroyée pour la prise en charge du jeune majeur.

Pour les services résidentiels le montant de la subvention est égal à la partie variable et à la partie fixe de la subvention comme visé aux articles 37 à 40 du présent arrêté.

Pour les particuliers le montant de la subvention est égal au montant de la subvention journalière visée à l'article 53 du présent arrêté.

Pour les services de placement familial et les services non résidentiels la subvention est équivalente à celle visée au 1^o, alinéa 4 ci-dessus.

3^o Lorsqu'en application de l'article 53 de la loi du 19 janvier 1990 abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité civile, le tribunal de la jeunesse prolonge une mesure de protection, une subvention est octroyée pour la prise en charge du jeune majeur de la manière prévue au 2^o ci-dessus.

§ 2. Lorsqu'en application de l'article 1er du décret du 14 mai 1990 relatif au maintien, après l'âge de dix-huit ans, de certaines mesures de protection de la jeunesse, le comité de protection de la jeunesse prolonge une mesure de protection, une subvention est octroyée pour la prise en charge du jeune majeur de la manière prévue au paragraphe premier 1^o du présent article.

§ 3. Dans le cadre des dispositions reprises aux deux paragraphes précédents, la subvention aux services résidentiels est limitée aux modes de prises en charge résidentiels visés à l'article 54, § 1er, 2^o du présent arrêté.

Toutefois, si le programme individuel élaboré avec le jeune majeur en accord avec le comité de protection de la jeunesse ou, dans les cas visés au § 1er, la décision du juge de la jeunesse, justifie un hébergement dans les locaux du service résidentiel, la subvention pour ce mode de prise en charge peut être octroyée pour une période de 6 mois maximum qui prend cours le jour où le jeune atteint l'âge de dix-huit ans. Pour autant qu'il y ait avis favorable motivé du comité de protection de la jeunesse, ou, selon le cas, décision du juge de la jeunesse, cette période de 6 mois maximum peut toutefois être prolongée à titre exceptionnel en raison de la situation individuelle du jeune.

Art. 8. L'article 62 du même arrêté est abrogé.

Art. 9. § 1er. A l'annexe 3 du même arrêté, le point I, 2, b) est complété par la disposition suivante :

« A partir du 1er janvier 1991, les frais de fonctionnement des maisons familiales donnent lieu à une subvention forfaitaire de 29 912 francs par an et par unité subventionnée lorsqu'elles sont organisées par un service, et de 23 889 francs par an et par unité subventionnée dans le cas contraire. »

§ 2. A la même annexe, le point I, 2, d) est complété par la disposition suivante :

« A partir du 1er janvier 1991, pour les services dont la capacité agréée ne dépasse pas 21 lits, la subvention forfaitaire pour frais de fonctionnement est fixée à 29 912 francs par an et par unité subventionnée. »

Art. 10. § 1er. A l'annexe 4 du même arrêté, modifiée par l'arrêté de l'Exécutif du 29 juin 1990, les dispositions reprises sous les points A 1^o; A 4^o et A 5^o sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 1^o Maisons familiales et services résidentiels d'une capacité subventionnée de moins de 13,5 :

1 éducateur par 2,7 US avec un minimum de 2 (1) (5);

1/2 entretien par 4,5 US avec un minimum de 1/2 (1) (6).

4^o Autres services résidentiels à partir d'une capacité subventionnée de 13,5 :

1 directeur;

1 éducateur par 2,7 US (5);

1/2 entretien par 4,5 US (6);

1/2 psycho-social par 13,5 US (6);

1/2 administratif par 13,5 US (6);

1/4 infirmier par 27 US (6).

5^o Autres services résidentiels à partir d'une capacité subventionnée de 54 :

1 directeur, responsable de la coordination générale, par 54 US, avec un maximum de 1 (1);

1 sous-directeur, responsable pédagogique, par 54 US, avec un maximum de 1 (1);

1 sous-directeur, responsable administratif, par 54 US, avec un maximum de 1 (1);

1 éducateur par 2,7 US (5);

1/2 entretien par 4,5 US (6);

1/2 psycho-social par 13,5 US (6);

1/2 administratif par 13,5 US (6);

1/4 infirmier par 27 US (6). »

§ 2. A la même annexe, le deuxième alinéa du point 9^o de la rubrique « Utilisation et justification du forfait pour frais de personnel » est complété par les deux alinéas suivants :

« A partir du 1er janvier 1990, le montant de l'allocation susmentionnée est fixé à 13 000 francs pour le personnel éducateur et à 9 600 francs pour le personnel psycho-médico-social, administratif, d'entretien et de direction.

A partir du 1er janvier 1991, le montant de l'allocation susmentionnée est fixé à 13 000 francs pour toutes les catégories de personnel. »

§ 3. A la fin de la même annexe :

1^o la traduction du sigle US est modifiée comme suit :

« = unité subventionnée; si le nombre d'unités subventionnées comporte une décimale, celle-ci n'est pas arrondie à l'unité. »

2^o il est ajouté un point (5) libellé comme suit :

« (5) le nombre de fonctions d'éducateur calculé en application des normes de référence est arrondi à l'unité inférieure s'il y a des décimales. »

3^o il est ajouté un point (6) libellé comme suit :

« (6) pour le calcul du nombre de fonctions d'entretien, de psycho-social, d'administratif et d'infirmier, les décimales du chiffre résultant de la division de la capacité subventionnée par le nombre d'US donnant droit à l'octroi respectivement de 1/2 entretien ou psycho-social ou administratif et 1/4 infirmier, sont réduites à l'unité inférieure. »

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1991, à l'exception de l'article 7 qui entre en vigueur le 1er juillet 1990.

Art. 12. Le Ministre qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 mars 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

V. FEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 91 — 3377

19 MAART 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, gewijzigd op 29 juni 1990

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 mei 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1987 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, gewijzigd op 29 juni 1990;

Gelet op het advies van de Erkenningscommissie opgericht bij artikel 3 van het hoger vermeld decreet van 14 mei 1987, gegeven op 1 februari 1991;

Gelet op het advies van het overlegorgaan inzake jeugdbescherming, opgericht bij artikel 56 van het hogervermeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987, gegeven op 15 januari 1991;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 februari 1991;

Gelet op het akkoord van de Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met de Begroting, gegeven op 4 maart 1991;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het nodig is de toepassing van het akkoord over een gedeelte van de eisen van de werknemers van de sector jeugdbescherming zonder verwijl te verwezenlijken;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de door de Executieve na beraadslaging van 4 maart 1991 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Executieve van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, wordt de definitie van het woord « bestuiddig » vervangen door de volgende :

« jongere ten aanzien van wie de in artikel 2 bedoelde maatregelen tot doel hebben de bescherming te verzekeren, met uitsluiting nochtans van de jongeren die geplaatst zijn in de instellingen erkend door het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, wanneer deze instellingen erkend zijn door de diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap ».

Art. 2. Artikel 2, § 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De erkenning van iedere natuurlijke of rechtspersoon en van elke dienst die belast is met de uitvoering van begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming bij toepassing van de artikelen 2, lid 2; 31, lid 2; 34, lid 1; 37, lid 2, 2° en 3° en 37bis, § 1 en 2 van de wet, van artikel 53 van de wet van 19 januari 1990 tot verlaging van de leeftijd van burgerlijke meerderjarigheid tot achttien jaar, en van artikel 1 van het decreet van 14 mei 1990 betreffende de handhaving, na de leeftijd van achttien jaar, van sommige maatregelen inzake jeugdbescherming, is afhankelijk gesteld van de naleving van de bepalingen van titel II van dit besluit. »

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 14bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 14bis. De diensten zijn ertoe verplicht de inlichtingen mede te delen die worden gevraagd door de informatie- en oriëntatiedienst van het bestuur dat door de Minister wordt belast met de toepassing van dit besluit.

De residentiële diensten zijn ertoe verplicht bedoelde dienst onmiddellijk op de hoogte te stellen van het feit dat de maximale betoelaagde capaciteit is bereikt en dat er een plaats open is gekomen. »

Art. 4. § 1. Voor het jaar 1991 worden de bepalingen van artikel 40 van hetzelfde besluit vervangen door de volgende :

« § 1. De betoelaagde capaciteit van de residentiële diensten vermeld in bijlage 4 (A 1°; A 4°; A 5°) van dit besluit is gelijk aan 90 % van de erkende capaciteit, wanneer het bezettingscijfer van de residentiële dienst in de loop van de referentieperiode waarvan sprake in het vorig artikel, gelijk is aan of hoger is dan :

a) zeventig honderdsten van de erkende capaciteit voor de gezinsvervangende tehuizen en de diensten met een capaciteit van minder dan vijftien;

b) tachtig honderdsten van de erkende capaciteit voor de diensten die gezinsvervangende tehuizen organiseren en voor de diensten vanaf een capaciteit van vijftien;

c) vijftachtig honderdsten van de erkende capaciteit voor de andere diensten vanaf een capaciteit van zestig.

Indien het cijfer van de aldus verlaagde capaciteit decimalen bevat, wordt het niet afgerond.

§ 2. In de andere gevallen is de betoelaagde capaciteit gelijk aan 90 % van het gemiddelde van de bezetting tijdens de referentieperiode, verhoogd met tien honderdsten. Het aldus bekomen getal wordt in voorkomend geval afgerond op de hogere eenheid.

§ 3. Wanneer gedurende twee opeenvolgende jaren de betoelaagde capaciteit gelijk is aan 90 % van het gemiddelde van de bezetting tijdens de referentieperiode, verhoogd met tien honderdsten — of er nu al dan niet aanpassing wordt doorgevoerd, die daarna wordt toegestaan op basis van artikel 47, § 1, 1° van dit besluit — kan de Minister een nieuwe erkende capaciteit bepalen, na het advies van de erkenningscommissie te hebben gewonnen. »

§ 2. Vanaf 1992 worden de bepalingen van artikel 40 van hetzelfde besluit vervangen door de volgende :

« § 1. De betoelaagde capaciteit van de residentiële diensten waarvan sprake in bijlage 4 (A 1°; A 4°; A 5°) van dit besluit is gelijk aan 90 % van de erkende capaciteit, wanneer het bezettingscijfer van de residentiële dienst in de loop van de referentieperiode waarvan sprake in het vorig artikel, gelijk is aan of hoger is dan :

a) drieënzestig honderdsten van de erkende capaciteit van de gezinsvervangende tehuizen en de diensten met een capaciteit van minder dan vijftien;

b) tweeënzestig honderdsten van de erkende capaciteit voor de diensten die gezinsvervangende tehuizen organiseren en voor de diensten vanaf een capaciteit van vijftien;

c) zesënzestig honderdsten van de erkende capaciteit voor de andere diensten vanaf een capaciteit van zestig.

Indien het cijfer van de aldus verlaagde capaciteit decimalen bevat, wordt het niet afgerond.

§ 2. In de andere gevallen is de betoelaagde capaciteit gelijk aan 90 % van het gemiddelde van de bezetting tijdens de referentieperiode, verhoogd met tien honderdsten. Het zo bekomen cijfer wordt, in voorkomend geval, afgerond op de hogere eenheid.

§ 3. Wanneer gedurende twee opeenvolgende jaren de betoelaagde capaciteit gelijk is aan 90 % van het gemiddelde van de bezetting tijdens de referentieperiode, verhoogd met tien honderdsten — of er nu al dan niet aanpassing wordt doorgevoerd, die daarna wordt toegestaan op basis van artikel 47, § 1, 1° van dit besluit — kan de Minister een nieuwe erkende capaciteit bepalen, na het advies van de erkenningscommissie te hebben gewonnen. »

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een artikel 40bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 40bis. Na het advies van het bij artikel 58 van dit besluit bedoelde overlegorgaan te hebben ingewonnen, kan de Minister de verlaging van voormelde capaciteit of de gevolgen ervan gedeeltelijk of geheel afschaffen in de gevallen waar het bewezen is dat de financiële toestand van de dienst ernstig in het gedrang zou worden gebracht of wanneer het aantal bedden waarvoor een toelage wordt toegekend onvoldoende zou worden ten overstaan van de behoeften in de zone waarin de dienst zich bevindt. »

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel 40ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 40ter. De overeenkomsten gesloten op basis van artikel 61 van dit besluit blijven van toepassing op dezelfde basissen als vóór 1 januari 1991. »

Art. 7. In hetzelfde besluit wordt een artikel 60bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 60bis. § 1. 1° Wanneer in toepassing van artikel 37bis, § 1, van de wet, de jeugdrechtsbank een beschermingsmaatregel verlengt, wordt een toelage voor de tenlasteneming van de jonge meerderjarige toegekend.

Voor de residentiële diensten is het bedrag van de toelage gelijk aan het vast gedeelte van de toelage bedoeld bij de artikelen 39 en 40 van dit besluit.

Voor de particulieren, wanneer het verschil tussen het bedrag van de financiële inkomsten van de jongere en het bedrag van de dagelijkse toelage bedoeld bij artikel 53 van dit besluit niet door andere middelen kan worden opgevangen, is het bedrag van de toelage gelijk aan het verschil tussen het bedrag van de minimex aan het cijfer van samenwonende en het bedrag van bedoelde dagelijkse toelage.

Voor de diensten voor plaatsing in gezinnen en niet-residentiële diensten, komt de toelage er op neer de jongere meerderjarige in rekening te nemen in het aantal tenlastenemingen die tijdens de referentieperiode werden verwezenlijkt zoals bedoeld bij de artikelen 41 en 42, §§ 1, 2 en 3 van dit besluit.

2° Wanneer in toepassing van artikel 37bis, § 2 van de wet, de jeugdrechtsbank een beschermingsmaatregel verlengt, wordt een toelage voor de tenlasteneming van de jonge meerderjarige toegekend.

Voor de residentiële diensten is het bedrag van de toelage gelijk aan het variabel deel en aan het vast deel van de toelage zoals bedoeld bij de artikelen 37 tot 40 van dit besluit.

Voor de particulieren is het bedrag van de toelage gelijk aan het bedrag van de dagelijkse toelage bedoeld bij artikel 53 van dit besluit.

Voor de diensten voor plaatsing in gezinnen en de niet-residentiële diensten, is de toelage gelijk aan de toelage bedoeld in 1° van het hierboven vermeld lid 4.

3° Wanneer in toepassing van artikel 53 van de wet van 19 januari 1990 tot verlaging van de leeftijd van burgerlijke meerderjarigheid tot achttien jaar de jeugdrechtsbank een beschermingsmaatregel verlengt, wordt een toelage toegekend voor de tenlasteneming van de jonge meerderjarige op de in 2° hierboven bepaalde wijze.

§ 2. Wanneer, in toepassing van artikel 1 van het decreet van 14 mei 1990 betreffende de handhaving, na de leeftijd van achttien jaar, van sommige maatregelen inzake jeugdbescherming, het jeugdbeschermingscomité een beschermingsmaatregel verlengt, wordt een toelage toegekend voor de tenlasteneming van de jonge meerderjarige op de manier bepaald in § 1, 1° van dit artikel.

§ 3. In het kader van de bepalingen opgenomen in de vorige twee paragrafen wordt de toelage aan de residentiële diensten beperkt tot de residentiële wijzen van tenlasteneming bedoeld bij artikel 54, § 1, 2° van dit besluit.

Indien op basis van het individueel programma opgemaakt met de jonge meerderjarige in afspraak met het jeugdbeschermingscomité of, in de in § 1 bedoelde gevallen, van de beslissing van de jeugdrechter, het onderbrengen in de lokalen van de residentiële dienst evenwel verantwoord is, kan de toelage voor deze wijze van tenlasteneming worden toegekend voor een periode van ten hoogste 6 maanden, die aanvangt de dag waarop de jongere achttien jaar oud wordt. Voor zover het jeugdbeschermingscomité een met redenen omkleed gunstig advies heeft gegeven, of, naar gelang van het geval, de jeugdrechter een beslissing heeft getroffen, kan deze periode van ten hoogste 6 maanden evenwel uitzonderlijk worden verlengd wegens de individuele situatie van de jongere.

Art. 8. Artikel 62 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 9. § 1. In bijlage 3 van hetzelfde besluit wordt punt I, 2, b) aangevuld met de volgende bepaling :

« Vanaf 1 januari 1991 heeft men voor de werkingskosten van de gezinsvervangende tehuizen recht op een forfaitaire toelage van 29 912 frank per jaar en per betoelaagde eenheid wanneer zij door een dienst worden georganiseerd, en van 23 889 frank per jaar en per betoelaagde eenheid in het tegenovergestelde geval. »

§ 2. In dezelfde bijlage wordt punt I, 2, d) aangevuld met de volgende bepaling :

« Vanaf 1 januari 1991 wordt de forfaitaire toelage voor werkingskosten vastgesteld op 29 912 frank per jaar en per betoelaagde eenheid voor wat betreft de diensten met een erkende capaciteit die niet hoger is dan 21 bedden. »

Art. 10. § 1. In bijlage 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 29 juni 1990, worden de bepalingen opgenomen in de punten A 1°, A 4° en A 5° vervangen door de volgende bepalingen :

« 1° Gezinsvervangende tehuizen en residentiële diensten met een betoelaagde capaciteit van minder dan 13,5 :

1 opvoeder per 2,7 b.e. met een minimum van 2 (1) (5);

1/2 onderhoud per 4,5 b.e. met een minimum van 1/2 (1) (6).

4° Andere residentiële diensten vanaf een betoelaagde capaciteit van 13,5 :

1 directeur;

1 opvoeder per 2,7 b.e. (5);

1/2 onderhoud per 4,5 b.e. (6);

1/2 psycho-sociaal per 13,5 b.e. (6);

1/2 administratief per 3,5 b.e. (6);

1/4 verpleger per b.e. (6).

5° Andere residentiële diensten vanaf een betoelaagde capaciteit van 54 :

1 directeur, verantwoordelijk voor de algemene coördinatie, per 54 b.e., met een maximum van 1 (1);

1 onderdirecteur, pedagogisch verantwoordelijk, per 54 b.e., met een maximum van 1 (1);

1 onderdirecteur, administratief verantwoordelijk, per 54 b.e., met een maximum van 1 (1);

1 opvoeder per 2,7 b.e. (5);

1/2 onderhoud per 4,5 b.e. (6);

1/2 psycho-sociaal per 13,5 b.e. (6);

1/2 administratief per 13,5 b.e. (6);

1/4 verpleger per 27 b.e. (6). »

§ 2. In dezelfde bijlage wordt het tweede lid van punt 9° van de rubriek « Aanwending en verantwoording van het forfait voor personeelskosten », aangevuld met de volgende twee leden :

« Vanaf 1 januari 1990 wordt het bedrag van de hierboven vermelde toelage vastgesteld op 13 000 frank voor het opvoedend personeel en op 9 600 frank voor het psycho-medisch-sociaal, administratief, onderhouds- en directiepersoneel.

Vanaf 1 januari 1991 wordt het bedrag van de hierboven vermelde toelage vastgesteld op 13 000 frank voor alle personeelscategorieën. »

§ 3. Op het einde van dezelfde bijlage :

1° wordt de vertaling van de afkorting b.e. gewijzigd als volgt :

* = betoelaagde eenheid; indien het aantal betoelaagde eenheden een decimaal bevat, wordt deze niet afgerond op de eenheid. »

2° wordt een punt (5) toegevoegd, luidend als volgt :

* (5) het aantal betrekkingen van opvoeder, berekend in toepassing van de referentienormen, wordt naar de lagere eenheid afgerond indien er decimalen zijn. »

3° wordt een punt (6) toegevoegd, luidend als volgt :

* (6) voor de berekening van het aantal betrekkingen van onderhouds-, psycho-sociaal, administratief en verplegend personeel, worden de decimalen van het cijfer voortvloeiend uit de deling van de betoelaagde capaciteit door het aantal b.e. die recht geven op de toekenning van respectievelijk 1/2 onderhoud of psycho-sociaal of administratief en op 1/4 verpleging, herleid tot de lagere eenheid. »

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1991, met uitzondering van artikel 7 dat in werking treedt op 1 juli 1990.

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheid de jeugdbescherming behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 maart 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

V. FEAUX

F. 91 — 3376

[S — 29403]

22 MAI 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 2 avril 1979 relatif au recrutement à certains grades à la Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, modifié par le décret du 8 juillet 1983, notamment l'article 23, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 2 avril 1979 relatif au recrutement à certains grades à la Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française;

Vu le protocole du comité de négociation de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, daté du 28 novembre 1990;

Vu l'accord du Ministre-Président ayant le budget dans ses attributions, donné le 10 janvier 1991;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 13 décembre 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, chargé de la culture et de la communication,

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 14 mai 1991,

Arrête :

Article 1er. Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 2 avril 1979 relatif au recrutement à certains grades à la Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française, le mot "culturelle" est supprimé.

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 7bis rédigé comme suit :

"Article 7bis. Pour autant qu'ils correspondent à au moins cinq années d'ancienneté à prestations complètes, tous les services à temps plein définis à l'article 5, rendus sous contrat de travail d'ouvrier par les membres du personnel nommés en exécution du présent arrêté, sont pris en considération pour l'application des avantages statutaires en matière d'absence pour maladie".

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets au 1er janvier 1979.